

revue de Rexecode



n° 58

1er trimestre
1998

Editorial

*Les «35 heures»
entre «utopies» et réalité*

Incidence des charges fiscales et sociales sur la localisation d'activité

*Comparaison du coin socio-
fiscal en France, en Allemagne
et au Royaume-Uni
Impact sur l'emploi et la
compétitivité*

Les performances comparées de l'Europe et des Etats-Unis

*Croissance plus soutenue aux
Etats-Unis
Quelques causes du retard
européen*

La conjoncture brésilienne en 1997

*Dynamisme et insoutenabilité
des comptes extérieurs
La rigueur budgétaire imposée
par la crise asiatique*

Une comparaison de l'emploi dans le commerce de détail en France et aux Etats-Unis

*Un contenu en emploi plus élevé
aux Etats-Unis*

Rexecode
Centre de Recherches
pour l'Expansion
de l'Economie
et le Développement
des Entreprises

revue de Rexecode

Le Comité d'Orientation des Etudes
réunit des économistes des institutions associées à Rexecode
afin d'orienter les programmes d'étude de Rexecode

Gérard MAABEK	Chef du Département Etudes Economiques à la Caisse Nationale du Crédit Agricole
Didier DAVYDOFF	Directeur des Etudes, de la Stratégie et des Statistiques à la Société des Bourses Françaises
Michel DIDIER	Directeur de Rexecode
Michel GENSOLLEN	Chef du Service des Etudes Economiques à la Direction du Plan et de la Stratégie de France Telecom
Jean-Eudes MONCOMBLE	Chef du Département Economie d'Electricité de France
Armand LEPAS	Directeur des Affaires Economiques au Conseil National du Patronat Français
Alain SANGLERAT	Chef du Service Economique de Gaz de France à la délégation à la stratégie et à la gestion
Henry SAVAJOL	Directeur à la Direction des Etudes au Crédit d'Equipement des Petites et Moyennes Entreprises
Christian GERONDEAU	Président de l'Union Routière de France
Jean-Pierre GONDRAN	Secrétaire Général du Groupe des Fédérations Industrielles



Revue de Rexecode • Quatre numéros par an
Editée par Rexervices 102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Economistes : Michel Didier, Jean-Michel Boussemart, Peter Taubert, François Faure, Sorbas von Coester, Arthur Chabrol, Alexandre Fur, Marie Chauvière, Romain Duval, Bruno Cavalier.

Secrétariat : Sylvie Sage ; **Graphiques :** Aïcha Brak, Dominique Dalle-Molle.

Copyright : Rexervices





La conjoncture brésilienne en 1997

• Bruno Cavalier

Pour la cinquième année consécutive, le Brésil a enregistré en 1997 une croissance de sa production en volume de l'ordre de 3,3%. Dans un environnement économique où l'inflation et les coûts salariaux ont été fermement jugulés, la production industrielle a augmenté depuis la fin du premier trimestre, tandis que la demande intérieure, notamment la consommation des ménages qui était vigoureuse depuis la fin de 1996, manifestait une tendance à la stabilisation, voire au déclin. Finalement, la dynamique du commerce mondial a permis une accélération de la croissance jusqu'à la fin du troisième trimestre. A cette date, les turbulences monétaires et boursières jusqu'alors cantonnées en Asie se sont étendues à la zone émergente d'Amérique latine.

Après la forte baisse de la bourse de Hong-Kong survenue en octobre 1997, l'agitation des bourses de valeur s'est rapidement transmise aux places sud-américaines, singulièrement celle de São Paulo qui fut la plus touchée: en quelques séances, l'indice Bovespa perdait près de 30% de sa valeur. L'inquiétude s'est en même temps portée sur le cours de change du Real, la monnaie brésilienne introduite en juillet 1994. Depuis cette date, la gestion flexible du change vis-à-vis du dollar qui

repose sur des mini-dévaluations mensuelles a certes permis d'éradiquer l'hyper-inflation, mais elle s'est traduite par une surévaluation de la devise brésilienne et une faible compétitivité de l'économie. Aussi, pour éviter que les bons résultats de la politique anti-infla-

Les données structurelles

*PIB 1996 (ppa 93) = 989.1 mrd\$
(+3% par rapport à 1995)
France: 1 146.2 mrd\$*

*PIB par tête 1996 (ppa 93) = 6 029\$
(+1.4% par rapport à 1995)
France = 19 635\$*

PIB 1996 = 749.6 mrd\$

*Taux de croissance
1991-1996 = 2.7% par an
1997 = 3,3%*

Population (1996) = 164.1 millions

*Dette externe totale = 188,5 mrd\$
(fin septembre 1997), soit 25% du PIB*

*Dette publique interne = 227,9 mrd\$
(à fin octobre 1997), soit 30% du PIB*

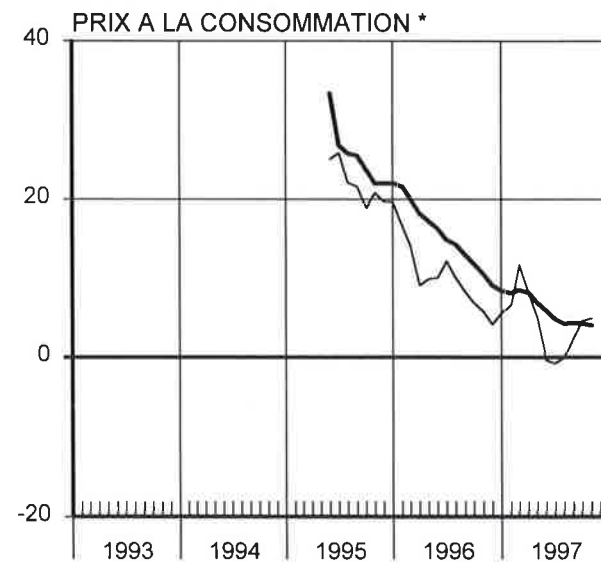
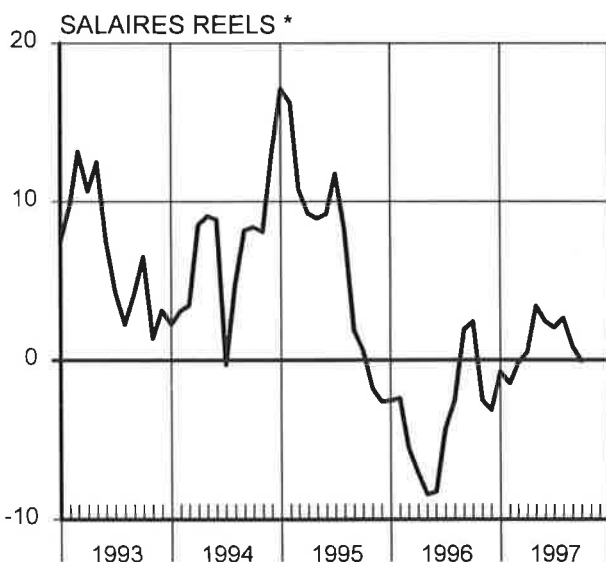
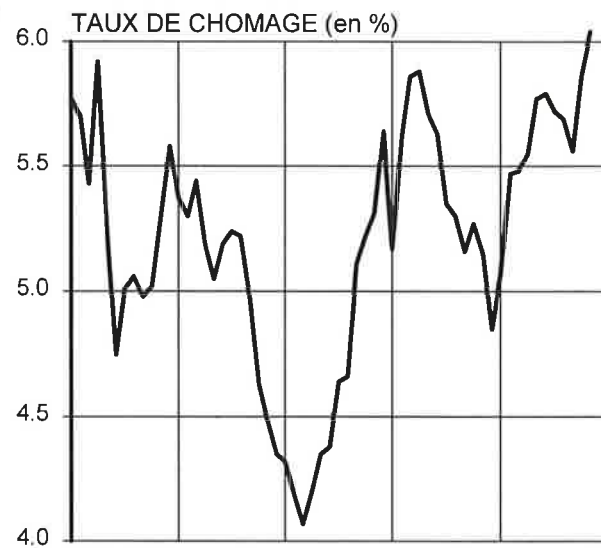
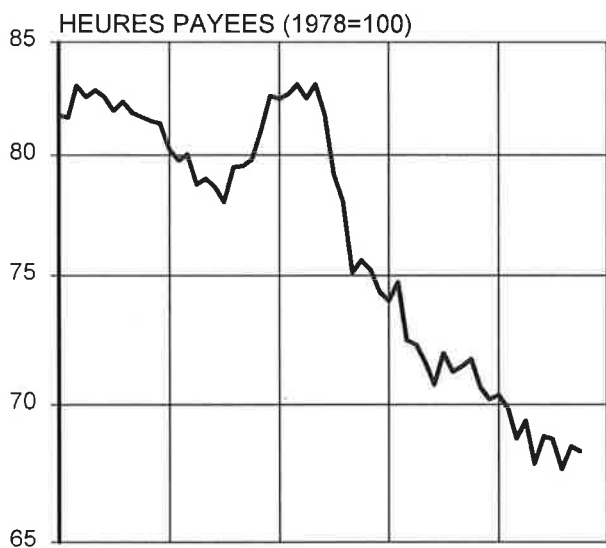
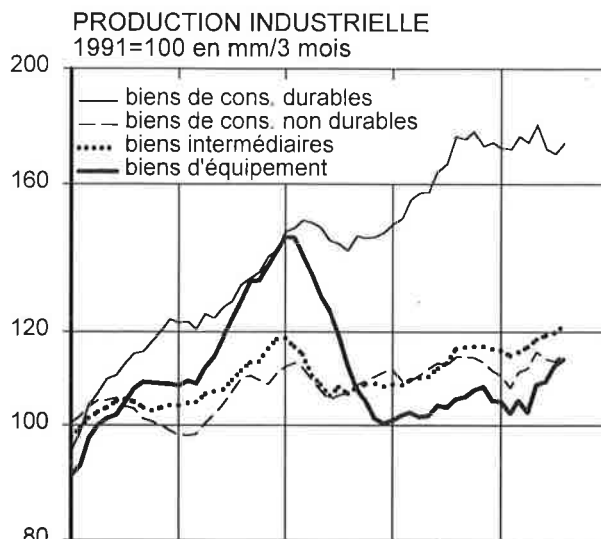
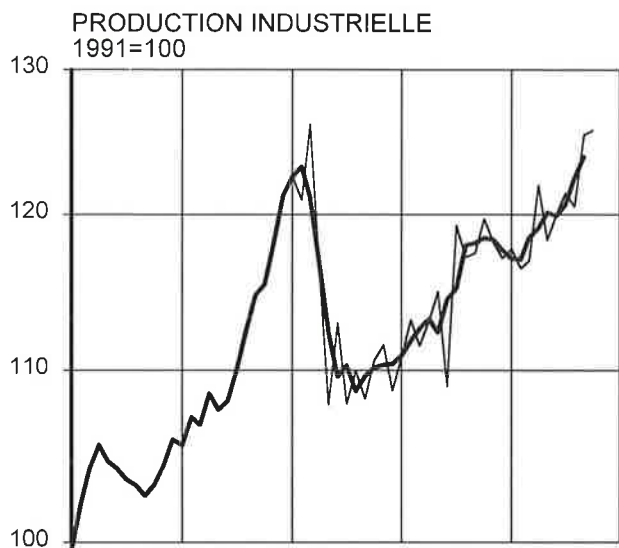
Taux de change:

1\$ = 1.01 Real (moyenne 1996)

1\$ = 1.08 Real (moyenne 1997)

1\$ = 1,12 Real (31 / 12 / 1997)

BRESIL - I -



* — sur 12 mois en %
— sur 3 mois en % l'an

© REXECODE

tionniste ne soient remis en cause par ces premières attaques spéculatives contre le Real, et pour empêcher que le Brésil ne subisse une récession profonde, comparable à celle que connut le Mexique en 1994, les autorités ont réagi avec promptitude et vigueur. A la fin du mois d'octobre, le gouvernement brésilien a annoncé le doublement des taux d'intérêt à court terme, décision suivie, quelques jours plus tard, par l'adoption d'un plan d'austérité budgétaire, qui devrait peser sur le revenu des agents et sur la demande intérieure. Le déficit public encore excessif pourrait s'en trouver assaini, et le ralentissement induit de la demande globale, notamment des importations, permettrait alors d'améliorer les comptes extérieurs qui n'ont cessé de se détériorer en 1997. De fait, les résultats du commerce extérieur brésilien en novembre et décembre indiquent déjà un retournement des importations libellées en dollar, et un retour à l'équilibre du solde commercial.

En contrepartie, il paraît évident que les perspectives de croissance sont, dans le meilleur des cas, à revoir radicalement en baisse: 1% de croissance en volume est sans doute le maximum qu'on puisse enregistrer en 1998. Mais, dans le pire des cas, c'est-à-dire si la parité surévaluée du Real contre dollar ne pouvait être tenue, c'est non seulement une récession qu'il faudrait craindre, mais également une reprise de l'inflation et un dérapage des comptes publics. La correction des prévisions de croissance entraîne évidemment une révision à la baisse pour la zone sud-américaine, en particulier l'Argentine pour qui le Brésil est le premier partenaire commercial. Dans l'arbitrage entre la croissance économique et la stabilité du change, le gouvernement

brésilien paraît donc avoir placé sa priorité sur le second terme de l'alternative, la défense du Real conditionnant la réussite de la politique économique menée depuis trois, et peut-être aussi l'issue des élections présidentielle, législative et sénatoriale qui se tiendront en octobre 1998.

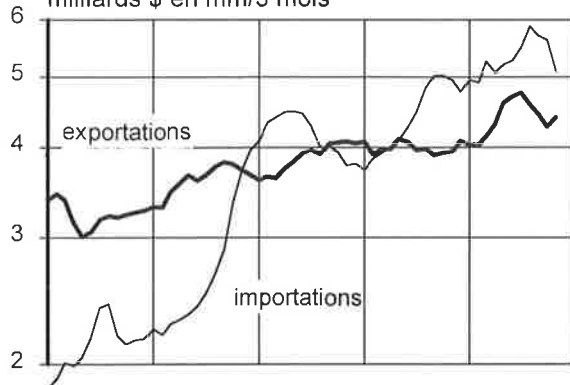
Rebond de l'activité en milieu d'année et maîtrise des prix

Après un ralentissement marqué de la production industrielle au premier trimestre — au mois de mars, la chute était de -17,2% en taux annuel —, le rebond a été vigoureux au second trimestre: l'indice IBGE corrigé des variations saisonnières a augmenté de 19,7% l'an au cours de cette période, compensant l'effondrement du premier trimestre, puis il a continué de progresser au troisième trimestre (+6,9% en taux annuel).

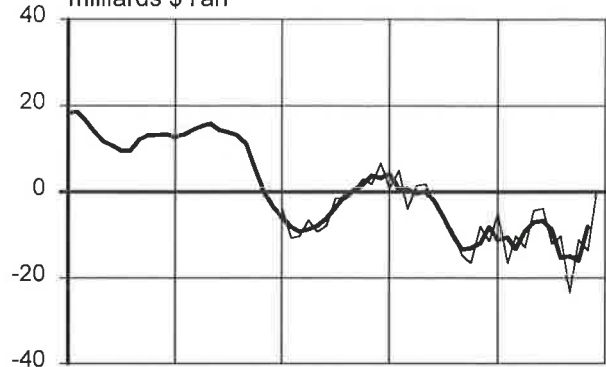
Cette reprise fut particulièrement sensible dans la production des biens capitaux et des biens intermédiaires, alors que, dans le même temps, la variation annuelle de la production des biens de consommation marquait un plafonnement, puis une légère baisse. Pendant les mois d'hiver (juillet-août-septembre), la production des industries manufacturières et minières est restée bien orientée, ce qui s'explique par plusieurs éléments: une augmentation de l'activité de construction, un investissement accru dans le machinisme et les facteurs de production agricoles, une croissance des facteurs de production énergétiques. Pendant cette période, les destructions d'emploi ont été importantes: sur douze mois, la diminution des personnels atteignait en effet 6,6% dans les secteurs manufacturiers et miniers. En oc-

BRESIL - II -

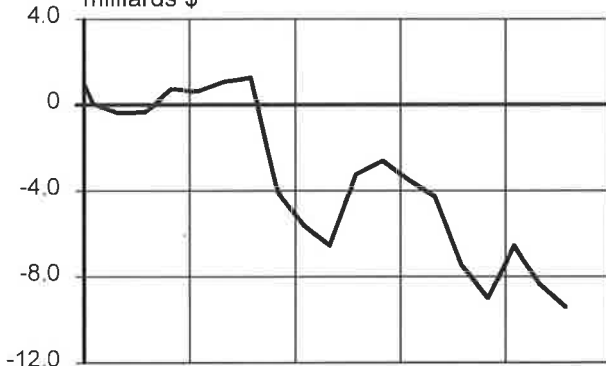
COMMERCE EXTERIEUR
milliards \$ en mm/3 mois



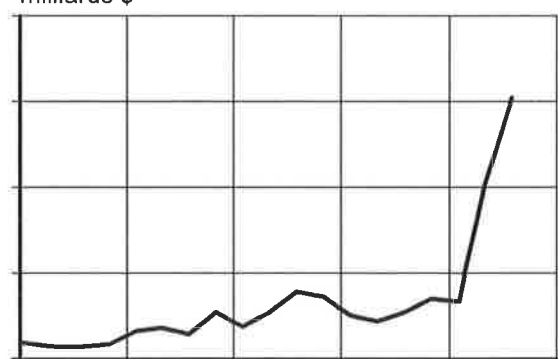
BALANCE COMMERCIALE
milliards \$ l'an



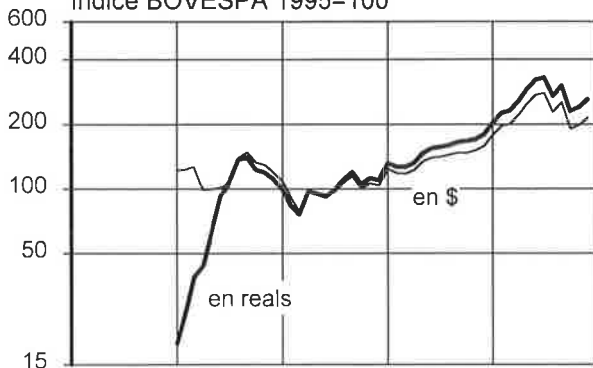
BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS
milliards \$



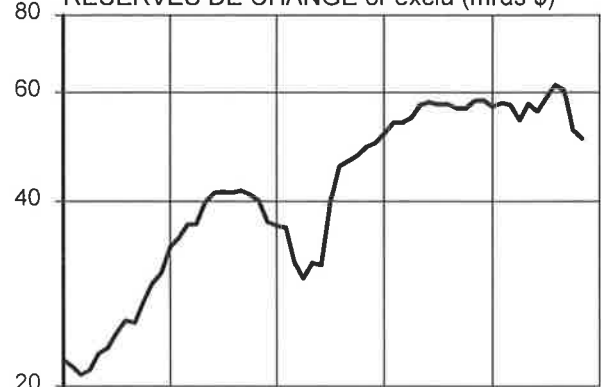
INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER
milliards \$



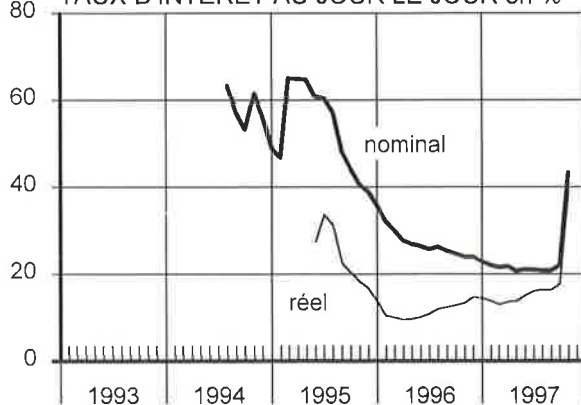
BOURSE DE SAO PAULO
Indice BOVESPA 1995=100



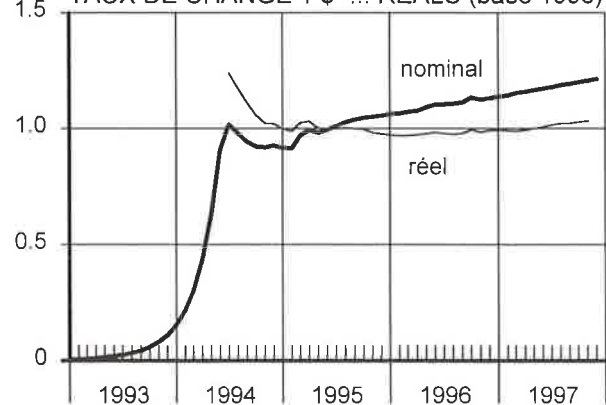
RESERVES DE CHANGE or exclu (mrds \$)



TAUX D'INTERET AU JOUR LE JOUR en %



TAUX DE CHANGE 1 \$=... REALS (base 1995)



© REXECODE

tobre 1997, le taux de chômage moyen ressortait à 5,7% contre 4,6% à la même date de 1996.

Contrastant avec le dynamisme du segment des biens capitaux et intermédiaires, il y a eu, en revanche, une tendance au déclin des secteurs produisant les biens de consommation, dont les causes sont à rechercher dans la stabilisation du revenu réel et l'endettement élevé des ménages. Jusqu'au début du quatrième trimestre, l'exception résidait dans l'industrie automobile, dont la production avait atteint des niveaux records sur les neuf premiers mois de 1997.

La production cumulée de janvier à septembre 1997 de l'industrie automobile était ainsi de 22,4% supérieure à ce qu'elle était en 1996. Encouragées par la possibilité d'un financement à long terme et par la faiblesse relative des taux d'intérêt (du moins, jusqu'en octobre), les ventes d'automobiles progressaient sur un rythme comparable (+19%) tandis que les importations exploisaient (le cumul sur neuf mois des importations de véhicules augmentant de 78%). Sur ce marché en pleine expansion, les répercussions des crises asiatiques ont été brutales, plusieurs constructeurs ayant même été contraints de réduire le nombre de jours de production. De fait, au mois de novembre, la production d'automobiles avait baissé de 26,3% en rythme annuel tandis que les ventes chutaient de 21,6% et les importations de 13,2%. Plus généralement, les perspectives se sont ternies sur l'ensemble du secteur industriel: en octobre, l'indice des ventes industrielles (corrigé des variations saisonnières) avait progressé de 16,2% sur les douze derniers mois, mais sa croissance au troisième trimestre n'était que de 3,1% en taux annuel.

<i>Taux de salaire réel</i>					
<i>(% déc./déc.)</i>	<i>1993</i>	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997*</i>
Total	9,4	5,9	15,4	4,7	2,5
<i>Industrie manuf.</i>	<i>9,6</i>	<i>2,8</i>	<i>10,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,4</i>
<i>Construction</i>	<i>4,8</i>	<i>3,4</i>	<i>21,2</i>	<i>10,9</i>	<i>-1,3</i>
<i>Commerce</i>	<i>11,3</i>	<i>10,9</i>	<i>19,8</i>	<i>0,9</i>	<i>5,7</i>
<i>Services</i>	<i>9,5</i>	<i>6,7</i>	<i>16,5</i>	<i>7,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Autres</i>	<i>8,5</i>	<i>5,4</i>	<i>17,7</i>	<i>2,9</i>	<i>4,9</i>

** Variation en % sept/sept.
Source : IBGE (janvier 1998)*

La progression des prix n'a pas cessé de se ralentir au cours de l'année 1997. Au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation a progressé au rythme annuel de 0,6% (contre 4,2% au second trimestre, et 8% au premier trimestre). Au mois de novembre, l'augmentation des prix à la consommation atteignait 4,1% sur douze mois. L'hyperinflation n'est donc plus un sujet d'inquiétude au Brésil. Par ailleurs, les salaires réels ont progressé modérément cette année. Hormis dans le secteur du commerce où ils marquent un certain dérapage par rapport à 1996, les gains réels moyens ont globalement augmenté de 2,5% seulement, la progression étant même inférieure dans l'industrie manufacturière et les services.

Forte détérioration des comptes extérieurs

Au mois de décembre 1997, le solde commercial était juste équilibré. Mais cette performance, qui est due au ralentissement radical des importations consécutif aux mesures d'assainissement adoptées en fin d'année, ne fait que stopper une évolution désastreuse des comptes extérieurs depuis la fin du printemps 1996. Sur l'année, le déficit commercial cumulé atteint 10,4

milliards \$. Comparé à celui de l'année précédente (-5,5 milliard \$), l'aggravation du déficit est donc très significative. Le déficit de la balance des services s'est également accru (-23,7 milliards \$ sur les onze premiers mois, ce qui excède le déficit de toute l'année 1996 de 2 milliards

\$). Les résultats de la balance courante confirment donc, s'il en était besoin, la détérioration des comptes commerciaux. Les chiffres provisoires donnés par le Banco Central do Brasil (BCB) annoncent un déficit courant cumulé de 29,8 milliards \$ en novembre, soit 50% de

En 1997, le dynamisme des importations brésiliennes est particulièrement significatif dans le secteur des biens d'investissement.

Importations de marchandises						
(mrds US\$)	1995	déc/déc	1996	déc/déc	1997*	nov/nov
TOTAL	50,0	51%	53,3	7%	56,4	18%
Biens de consommation	8,6	85%	9,2	7%	8,7	5%
Matières premières	16,6	43%	17,8	7%	18,2	13%
Pétrole et dérivés	4,7	16%	6,1	30%	5,7	3%
Biens d'investissement	19,9	57%	20,2	1%	23,9	33%
dont Equip. transport	5,9	75%	4,5	-24%	6,0	48%
Machines & mat. élec.	14,0	50%	15,7	12%	17,9	29%

*Cumul en novembre 1997
Source : Banco Central do Brasil (janv.1998)

Exportations de marchandises						
(mrds US\$)	1995	déc/déc	1996	déc/déc	1997*	nov/nov
TOTAL	46,5	7%	47,7	3%	48,5	10%
Produits primaires	16,8	8%	18,1	8%	18,8	12%
dont café	1,9	-25%	2,1	9%	2,9	51%
sucre	1,8	85%	1,5	-18%	1,5	10%
jus d'orange	1,1	12%	1,4	26%	0,9	-30%
soja et dérivés	3,8	-8%	4,5	17%	5,6	29%
viande et produits	1,3	-3%	1,5	16%	1,4	4%
tabac en feuille	0,8	11%	1,0	34%	1,0	8%
métaux (fer, manganèse)	2,7	10%	2,9	7%	2,8	4%
Produits industriels	29,7	6%	29,7	0%	29,6	9%
dont matériel de transport	4,3	-9%	4,8	12%	6,0	40%
machines & instr. mécan.	3,1	6%	3,2	3%	3,0	7%
équipement E&E	1,5	7%	1,6	5%	1,6	12%
produits métallurgiques	6,6	8%	6,3	-5%	5,5	-5%
produits chimiques	3,3	18%	3,5	3%	3,5	9%
produits du bois	1,1	6%	1,1	-2%	1,1	11%
produits du cuir	1,6	-7%	1,7	10%	1,5	-2%
dérivés du pétrole	0,8	-32%	0,9	20%	0,9	3%
papier et pulpe	2,7	51%	1,9	-28%	1,8	-1%
produits textiles	1,3	-4%	1,3	-4%	1,1	-3%

*Cumul en novembre 1997
Source : Banco Central do Brasil (janv.1998)

plus qu'en 1996 sur la même période. Sur un an, le déficit courant correspond à près de 4,2% du PIB. C'est environ un point et demi de plus qu'en novembre 1996.

La forte croissance des importations pendant les trois premiers trimestres, conjuguée à la faible compétitivité des entreprises brésiliennes, explique la détérioration prononcée du déficit commercial. Quoiqu'elles aient diminué en octobre, novembre et plus encore en décembre (respectivement -30%, -13% et -70% sur trois mois en taux annuel), la progression des importations par rapport à 1996 est globalement de 18%. Cette croissance est tirée pour

une grande part par le secteur des biens d'investissement. Par comparaison, la croissance des exportations n'est que de 10,4% en 1997 tous secteurs confondus, et seulement de 9% lorsque l'on ne considère que les produits industriels. La seule exception réside dans le segment du matériel de transport dont la valeur des exportations en dollar a augmenté de 40%. Notons enfin que la forte croissance en valeur des exportations de café est engendrée, pour un tiers au moins, par la hausse des prix en dollar de ce produit.

La structure du commerce brésilien par zones fait apparaître la

Près de la moitié
du commerce
international du
Brésil se réalise
sur le continent
américain

<i>Commerce extérieur par zones en 1997*</i>							
<i>(mrds US\$)</i>	<i>Exportations Fab</i>			<i>Importations Fab</i>			
	<i>Valeur</i>	<i>Poids %</i>	<i>97/96 %</i>	<i>Valeur</i>	<i>Poids %</i>	<i>97/96 %</i>	
<i>Union européenne à 15</i>	<i>13,4</i>	<i>27,6</i>	<i>13</i>	<i>14,8</i>	<i>26,3</i>	<i>18</i>	
<i>dont Pays-Bas</i>	<i>3,8</i>	<i>7,9</i>	<i>15</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>5</i>	
<i>Allemagne</i>	<i>2,4</i>	<i>4,9</i>	<i>26</i>	<i>4,6</i>	<i>8,2</i>	<i>9</i>	
<i>Italie</i>	<i>1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>9</i>	<i>3,1</i>	<i>5,6</i>	<i>22</i>	
<i>Royaume-Uni</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>-6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,4</i>	<i>23</i>	
<i>France</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>22</i>	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>25</i>	
<i>Amérique latine</i>	<i>11,6</i>	<i>24,0</i>	<i>22</i>	<i>11,4</i>	<i>20,3</i>	<i>20</i>	
<i>dont Mercosur</i>	<i>8,3</i>	<i>17,0</i>	<i>24</i>	<i>9,0</i>	<i>15,9</i>	<i>21</i>	
<i>Argentine</i>	<i>6,2</i>	<i>12,8</i>	<i>31</i>	<i>7,6</i>	<i>13,4</i>	<i>24</i>	
<i>Paraguay</i>	<i>1,3</i>	<i>2,7</i>	<i>7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>3</i>	
<i>Uruguay</i>	<i>0,8</i>	<i>1,6</i>	<i>5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>8</i>	
<i>Chili</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>12</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>9</i>	
<i>Mexique</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>18</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>29</i>	
<i>Amérique du nord</i>	<i>9,2</i>	<i>18,9</i>	<i>2</i>	<i>14,4</i>	<i>25,6</i>	<i>23</i>	
<i>dont États-Unis</i>	<i>8,6</i>	<i>17,8</i>	<i>2</i>	<i>13,1</i>	<i>23,2</i>	<i>23</i>	
<i>Asie</i>	<i>7,2</i>	<i>14,9</i>	<i>2</i>	<i>8,6</i>	<i>15,3</i>	<i>31</i>	
<i>dont Japon</i>	<i>2,9</i>	<i>5,9</i>	<i>1</i>	<i>3,3</i>	<i>5,9</i>	<i>36</i>	
<i>Chine</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>-4</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>11</i>	
<i>Corée du Sud</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>-13</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>26</i>	
<i>Pays de l'Est</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>14</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-5</i>	
<i>OPEC</i>	<i>2,3</i>	<i>4,7</i>	<i>18</i>	<i>3,7</i>	<i>6,6</i>	<i>6</i>	
<i>Reste du monde</i>	<i>3,7</i>	<i>7,6</i>	<i>1</i>	<i>2,5</i>	<i>4,5</i>	<i>-14</i>	
<i>TOTAL</i>	<i>48,5</i>	<i>100,0</i>	<i>10</i>	<i>56,4</i>	<i>100,0</i>	<i>18</i>	

**Cumul en novembre 1997*
Source : Banco Central do Brasil (janv.1998)

place prépondérante des économies américaines. Les Etats-Unis sont le premier client et le premier fournisseur du Brésil, leur part dans les exportations et les importations brésiliennes étant respectivement de 17,8% et 23,2% en novembre 1997. Il faut aussi souligner le poids très significatif de la zone du Mercosur, l'union douanière formée en 1991 avec le Paraguay, l'Uruguay et l'Argentine, ce dernier pays représentant à lui seul 12,8% des débouchés du Brésil et 13,4% de ses importations. Considérée du point de vue de ses partenaires dans la zone sud-américaine, la place du Brésil paraît encore plus déterminante pour les perspectives de croissance de 1998: près d'un tiers des exportations argentines, 7% des exportations chiliennes s'écoulent au Brésil.

Dans le même temps que les comptes extérieurs se dégradent, il est vrai que les investissements directs étrangers ont connu une évolution très favorable. Le mois d'octobre a enregistré une entrée nette de 2,4 milliards \$, qui est un chiffre record pour le Brésil, causé par des flux entrants de 1,7 milliard \$ tournés exclusivement vers les privatisations. Sur les onze premiers mois de l'année 1997, les investissements directs se sont élevés à 17,2 milliards \$, soit deux fois plus qu'en 1996. De ce montant, plus du tiers est constitué d'investissements dans les entreprises privatisées. Le taux de couverture du déficit courant par ces ressources est passé de 40,6% à la fin de l'année 1996 à 57,5% en novembre 1997. Cette dernière évolution, certes favorable, ne doit pourtant pas masquer l'insuffisance chronique du financement d'origine interne. Même si le ratio du déficit courant aux investissements directs se maintenait au-dessus de 50%, on conçoit mal

en effet comment l'épargne intérieure, qui est structurellement faible et qui sera à nouveau mise à mal par le plan d'austérité programmé sur les deux prochaines années, pourrait financer un déficit des comptes extérieurs qui continuerait de se creuser de 2,5 à 3 milliards \$ chaque mois. Au total, le besoin de financement extérieur (défini comme la somme du déficit courant et des flux nets d'investissements directs), s'élève en octobre 1997 à 17,2 milliards \$, soit 2,2% du PIB. A la fin de 1996, il ne représentait que 1,9% du PIB.

Comme on pouvait légitimement le craindre, la crise boursière de la fin d'octobre, puis celle de la mi-novembre, ont semble-t-il conduit de nombreux investisseurs étrangers à revoir leur participation au financement de l'économie brésilienne. En fin d'année, les entrées nettes de capitaux extérieurs se sont réduites, tout en restant positives (+1,2 milliards \$ en novembre). Avec un rendement réel avoisinant 40% l'an, les actifs à taux fixe libellés en Real sont, il est vrai, très attractifs, et rémunèrent largement le risque de change. S'il était encore difficile en fin d'année de mesurer l'impact définitif des agitations boursières sur les comptes de la balance courante, on enregistrerait déjà des effets négatifs, nettement marqués, dans l'évolution du solde des investissements de portefeuille. En novembre, le flux entrant s'élevait à 2,7 milliards \$, montant inférieur de plus d'un milliard \$ à la moyenne mensuelle sur le premier semestre de 1997. Pour la première fois depuis quatorze mois, le solde des capitaux flottants était déficitaire en octobre (-0,6 milliards \$) et en novembre (-1,2 milliards \$). Selon les statistiques du Banco Central do Brasil, le cumul sur l'année des mouvements de portefeuille de-

meurait néanmoins largement excédentaire, l'entrée nette s'établissant à 6,7 milliards \$.

Un assainissement des comptes publics aidé par le programme de privatisations

Au mois d'octobre, la balance budgétaire primaire était très faiblement excédentaire pour l'ensemble du secteur public (0,1% du PIB). Consécutivement à la baisse des taux d'intérêt nominaux pendant les dix premiers mois de l'année, et à la relative stabilité des prix, les charges d'intérêts ont été réduites par rapport à l'année précédente, aussi bien en termes nominaux (la charge représentant 5,2% du PIB sur les douze derniers mois, contre 6% en décembre 1996) qu'en termes réels. La charge réelle équivaut à 3,4% du PIB, contre 3,8% en décembre 1996. Finalement, le déficit opérationnel cumulé sur les douze derniers mois ressortait en octobre 1997 à 3,2% du PIB (et le déficit nominal à 5,1% du PIB), ce qui marque une nette amélioration par rapport à 1996 où le ratio de déficit au PIB était de 3,9% (et de 6% en termes nominaux). Toutefois, cette maîtrise des comptes publics illustre sans doute moins un assainissement décisif de la gestion des différents échelons publics, singulièrement du gouvernement fédéral, qu'un apport exceptionnel engendré par des recettes de privatisations.

En ce qui concerne l'endettement de l'Etat et de la nation, les estimations annoncées par le Banco Central do Brasil indiquaient que l'endettement public net total avait atteint 33,7% du PIB en octobre 1997. De ce total, la composante interne se répartissait à 51,3% pour le gouvernement fédéral, 41,5% pour les états et gouvernements locaux, et

Comptes du secteur public			
(en % du PIB)	déc.1995	déc.1996	oct.97
Solde budgétaire primaire	0,3	-0,1	0,1
Gouvernement fédéral	0,5	0,4	0,0
Etats et Municipalités	-0,2	-0,6	-0,1
Entreprises publiques	-0,1	0,1	0,2
Paiements d'intérêts réels	5,2	3,8	3,3
Gouvernement fédéral	2,2	2,1	1,5
Etats et Municipalités	2,2	1,3	1,3
Entreprises publiques	0,8	0,4	0,4
Balance opérationnelle*	-4,9	-3,9	-3,2
Gouvernement fédéral	-1,7	-1,7	-1,6
Etats et Municipalités	-2,3	-1,9	-1,4
Entreprises publiques	-0,9	-0,3	-0,2
Balance nominale	-7,1	-6,1	-5,1
Gouvernement fédéral	-2,3	-2,6	-2,5
Etats et Municipalités	-3,5	-2,8	-2,2
Entreprises publiques	-1,3	-0,6	-0,4

* Solde budgétaire hors intérêts réels sur la dette publique
Source : Banco Central do Brasil (nov. 97)

Dette publique nette			
(mrd US\$)	déc. 1995	déc. 1996	oct.1997
Total	214,6	259,0	265,3
(%PIB)	30	34	34
Gouvernement fédéral	93,1	123,3	135,6
Etats et Municipalités	74,6	89,9	98,2
Entreprises publiques	46,8	45,8	31,5
Part interne	175,3	228,6	227,9
(%PIB)	25	30	30
Gouvernement fédéral	68,7	111,2	116,8
Etats et Municipalités	72,3	87,0	94,5
Entreprises publiques	34,3	30,5	16,6

Source : Banco Central do Brasil (nov.1997)

Dette externe			
(mrd US\$)	déc.1995	déc.1996	sept.1997
Total	159,3	178,1	188,5
(dont long terme* en %)	81	81	83
Secteur public non fin.	87,5	84,3	88,4
Secteur privé	71,8	93,8	104,8
Dette externe nette	98,5	107,6	n.d.
Réserves internationales	51,8	60,1	52**
(en mois d'importations)	13	14	11

*Registered Debt ** Nov 1997
Source : Banco Central do Brasil (janv. 1998)

7,3% pour les entreprises publiques. Sur l'année, la dette publique interne est stabilisée en niveau, aussi bien qu'en part de PIB, par rapport à la fin de 1996. Au mois de septembre, la dette extérieure était estimée à 188,5 milliards \$, soit une augmentation de 5,8% par rapport à la fin de l'année 1996.

La politique monétaire fragilisée par la crise boursière et la surévaluation de la devise

Les objectifs de croissance de la masse monétaire ont été en majeure partie respectés au cours de l'année. De l'évolution des composantes de la masse monétaire élargie, la plus notable est celle des titres fédéraux. Au troisième trimestre, leur croissance en taux annuel était de 33,9%, contre 28,4% au second trimestre. Leur montant s'élève désormais à 17% du PIB, alors qu'il n'en représentait que 12,5% il y a douze mois. Cette forte émission de titres courts est à mettre en parallèle avec les afflux massifs de capitaux vers le Brésil au cours de l'année 1997 jusqu'au mois d'octobre. De fait, les statistiques monétaires ont enregistré en octobre et en novembre une diminution du montant des fonds fédéraux; en glissement annuel, leur croissance a malgré tout atteint cette année 35,6%.

Au moment de la crise boursière du 21 octobre et des tensions sur le change du Real qui ont suivi, la banque centrale brésilienne a dû consacrer plus de 9 milliards \$ de réserves de change à la défense de la parité. Dans le mois suivant, les tensions sur la devise se sont relâchées, sans que la banque centrale puisse reconstituer les réserves engagées. A la fin du mois de novembre, le montant de ses réserves in-

ternationales restait important: il s'élevait à 52 milliards \$, ce qui est tout de même le plus bas niveau depuis 1995. En mois d'importations, le montant des réserves de change est tombé à 10 en octobre. La moyenne sur l'année s'élève à 12 mois d'importations, alors qu'en 1994, la moyenne était de 14 mois. Le chiffre demeure conséquent, car il couvre environ deux fois le déficit courant, mais une semaine d'attaques contre la monnaie a suffi à réduire le montant des réserves de 15%.

Pour endiguer la fuite des capitaux étrangers, la banque centrale brésilienne a relevé, le 30 octobre, son taux d'intervention de 20,7% à 43,4%, le haut niveau de rendement ainsi atteint par les actifs libellés en monnaie nationale permettant d'envisager la poursuite du programme de privatisations. En contrepartie, le surcoût associé à la charge de la dette publique (plus de 205 milliards \$, et un tiers du PIB) peut faire craindre une détérioration des comptes publics pour 1998. On conçoit mal en effet que les taux puissent être maintenus à ce niveau au-delà de quelques mois, sauf à plonger le pays dans la récession et à provoquer la faillite d'un système bancaire fragile.

Notons enfin que le Real est unanimement considéré comme surévalué. En termes réels, on peut estimer à 20% l'appréciation du taux de change effectif entre juillet 1994 (date d'introduction de la nouvelle devise) et la fin de l'année 1997. Pour être complet, il faut toutefois remarquer que le change effectif réel a peu évolué au cours des deux dernières années. Depuis lors, la surévaluation de la devise qui résulte d'un arrimage flexible vis-à-vis du dollar a donc pesé négativement sur la compétitivité des pro-

duits brésiliens, de sorte que le solde commercial n'a cessé de se détériorer depuis la fin de 1995. Bien que l'Asie ne soit pas le débouché prioritaire du commerce brésilien, la forte dévaluation des monnaies asiatiques ne peut que concurrencer plus lourdement les exportations futures du Brésil sur les marchés mondiaux.

Un plan d'austérité budgétaire visant à garantir la stabilité du change

Pour prévenir que la crise qui continue de s'amplifier en Asie n'aboutisse, par contrecoup, à un effondrement du change brésilien, les autorités ont décidé, outre un doublement du taux d'intérêt, un plan d'austérité budgétaire de grande ampleur. Selon l'annonce faite le 10 novembre 1997 par le ministre des finances et le ministre du budget, un ensemble de mesures fiscales (hausse d'impôt et réduction des dépenses) devrait conduire à une économie d'environ 18 milliards \$, soit près de 80% du déficit public enregistré en 1997. L'objectif est donc de ramener le besoin de financement du secteur public sous le seuil de 1% du PIB. De la mise en application efficace de ce plan dépendent, et le sauvetage du Plan Real, et la poursuite des succès anti-inflationnistes, et finalement la réélection du Président Cardoso et de son équipe aux échéances présidentielle et législative d'octobre 1998. C'est là un élément de crédibilité qu'il ne faut négliger dans l'appréciation de ces mesures.

Le programme de consolidation budgétaire se répartit entre les postes budgétaires suivants.

1. Du côté des dépenses de l'Etat, l'économie prévue est d'environ 5

milliards \$. Les deux principales mesures sont une baisse de 15% sur toutes les dépenses courantes (à l'exception de la santé, l'éducation, assistance sociale), et une diminution des dépenses de personnel de 1,5 milliards obtenue par le licenciement de 33000 fonctionnaires et le gel de 70000 postes vacants.

2. Il est également programmé une contribution des entreprises du secteur public apportant 5,2 milliards \$ au budget de l'Etat, par le biais d'une révision des programmes d'investissements des entreprises publiques et un accroissement des transferts de ces entreprises au budget public.

3. Côté recettes, il est prévu une entrée de fonds supplémentaire d'un montant de 6 milliards \$, obtenue par le biais d'un alourdissement d'un dixième de l'impôt individuel sur le revenu, une hausse temporaire des prix des produits pétroliers, l'établissement de nouvelles règles de déclaration des dividendes bancaires, et la révision de plusieurs autres impôts (taxe sur les produits manufacturés, sur les ventes d'automobiles).

4. Le complément (environ 2 milliards \$) devrait émaner d'une redéfinition des plafonds de prêt bancaire au secteur public.

Pour corriger le déséquilibre commercial, le gouvernement a également envisagé de favoriser l'activité des entreprises exportatrices par le biais d'un accès privilégié au crédit. Par ailleurs, le 13 novembre, les pays du Mercosur — Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay — ont annoncé une hausse de 3 points des tarifs douaniers applicables aux importations en provenance des pays extérieurs à cette union douanière, ce qui porte

le taux moyen autour de 15%. L'effet de cette mesure sur le solde commercial devrait être assez limité, car d'une part elle ne concerne pas les exportations, et d'autre part la part des importations brésiliennes en provenance des pays du Mercosur (où ce tarif ne s'applique pas) est de 16%.

Désireux de marquer sa bonne volonté réformatrice, le gouvernement a enfin réitéré sa volonté de mener à leur terme les réformes relatives au service public et au système de retraites. On sait néanmoins que

ces projets traînent depuis trois ans, et symbolisent l'inaptitude du gouvernement à pratiquer les réformes structurelles indispensables pour assainir la croissance de l'économie brésilienne. En particulier, les réformes touchant au système de retraite et à l'emploi dans le secteur public approuvées par le Sénat devront obtenir le vote du Parlement avant d'être mises en application, et, étant donné le nombre des amendements, il est incertain que ces lois soient mises en application avant le milieu de l'année prochaine.



Une comparaison de l'emploi dans le commerce de détail en France et aux Etats-Unis

• *François Faure*

La présente note expose les principaux résultats de la comparaison de l'emploi dans le commerce de détail en France et aux Etats-Unis.

L'examen des statistiques d'emploi salarié harmonisées de l'OCDE par secteurs d'activité pour les Etats-Unis et pour la France met en évidence une spécificité du secteur "commerce, hôtellerie, restauration" (premier niveau de comparaison statistique possible) par rapport aux autres grands secteurs de l'économie. Relativement à la population totale, l'emploi est nettement plus important aux Etats-Unis. Cette première constatation doit être cependant approfondie.

Les sources statistiques et le champ de comparaison de l'emploi dans le commerce de détail

Aux Etats-Unis comme en France, les statistiques disponibles les plus détaillées concernent uniquement l'emploi salarié. Cette restriction est fâcheuse car elle est malheureusement de nature à biaiser la comparaison. En effet, la part de

l'emploi non salarié dans l'emploi total du commerce et de la restauration est nettement plus importante en France (18 % en 1994) qu'aux Etats-Unis (7%). On ne dispose pas directement de cette même information à un niveau plus fin d'activité. Par ailleurs, la comparaison des effectifs salariés ne tient pas compte de la durée du travail, ce qui

L'emploi salarié en % de la population totale année 1994

	<i>Etats-Unis</i>	<i>France</i>	<i>écart</i>
<i>Agriculture</i>	0,7	0,5	0,2
<i>Industries extractives</i>	0,3	0,1	0,2
<i>Industries manufacturières</i>	7,6	6,7	0,8
<i>Electricité, gaz et eau</i>	0,5	0,4	0,1
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	2,3	2,0	0,2
<i>Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels</i>	9,6	5,3	4,4
<i>Transports, entrepôts et communications</i>	2,4	2,4	0,1
<i>Banques, assurances, immobilier et services aux entreprises</i>	4,7	4,5	0,1
<i>Services personnels, collectifs et sociaux</i>	15,0	11,7	3,3
Total	43,1	33,5	9,5

Source : OCDE

constitue une deuxième source de biais. En effet, dans le commerce de détail et la réparation automobile, la durée hebdomadaire moyenne du travail était en 1995 de 36,3 heures en France contre 28,9 heures aux Etats-Unis. Cet écart s'explique par une proportion de l'emploi à temps partiel beaucoup plus développé Outre-Atlantique que dans l'hexagone. Malheureusement, là encore, on ne dispose pas directement d'information à un niveau plus fin d'activité.

Sous la rubrique commerce de détail, les statistiques dans les deux pays ne couvrent pas exactement les mêmes champs d'activité.

Aux Etats-Unis, le bureau des statistiques du travail (BLS) publie des séries d'emploi salarié estimées à partir d'une enquête mensuelle auprès des entreprises selon la nomenclature d'activités américaine de 1987 (SIC 87 pour «Standard industrial classification» 1987). En France, la nomenclature utilisée depuis 1993 est la nomenclature d'activités françaises (NAF) mise en place pour se conformer à la nomenclature d'activités des communautés européennes (NACE). S'agissant des statistiques d'emploi salarié, la source exhaustive est l'UNEDIC qui publie au 31 décembre de chaque année les effectifs de l'ensemble des établissements industriels et commerciaux affiliés au régime d'assurance chômage.

Le secteur "commerce de détail" dans les statistiques américaines comprend le commerce de l'automobile et la vente de carburants, mais aussi les cafés et les restaurants. En revanche, il ne couvre pas les activités de réparation (automobile ou

autre). Quel champ faut-il retenir pour la comparaison ? Pour reprendre la définition donnée par l'Institut du Commerce et de la Consommation, le commerce de détail est l'activité économique qui a pour fonction d'acheter des marchandises pour les revendre au consommateur, en général, en petites quantités et dans l'état où elle se trouve, ou éventuellement après transformations mineures. Selon cette définition, les activités de réparation et l'activité des cafés et restaurants ne sont pas à proprement parler du commerce de détail. Ce sont des services rendus aux consommateurs au même titre que les services de blanchisserie ou d'hôtellerie par exemple. Nous avons donc préféré les exclure du champ de la comparaison et ne retenir que les activités qui reposent uniquement ou principalement sur la revente de biens et services.

Nous avons cependant fait une exception pour les boulangeries, les pâtisseries et les charcuteries dans lesquelles le travail de transformation est important mais l'activité commerciale aussi. En nomenclature française ces activités sont classées dans les industries alimentaires. En revanche, en nomenclature américaine, elles sont classées dans le commerce de détail. Nous avons choisi de les prendre en compte dans la comparaison et nous les avons donc réintégrés dans le commerce de détail français.

En conclusion, le champ (commun) retenu pour les comparaisons recouvre l'ensemble des activités de revente au détail (en magasins ou non) ainsi que les boulangeries, pâtisseries, charcuteries, à l'exclusion des secteurs de la restauration et de la réparation. Le tableau ci-contre précise les activités retenues.

Relativement à la population totale et à la population active, l'emploi dans le commerce de détail est plus important aux Etats-Unis qu'en France

Résultats de la comparaison au niveau agrégé

Ramené à la population totale pour permettre les comparaisons, l'emploi dans le commerce de détail est sensiblement plus important aux Etats-Unis qu'en France. Fin 1995, il y avait 5,5 actifs employés dans le commerce pour 100 habitants contre 3 en France.

La structure de la population totale entre actifs et inactifs n'est a priori pas neutre pour la comparaison. En effet le rapport entre les actifs salariés du commerce de détail et la population totale peut s'exprimer comme le produit de deux autres rapports : le ratio de ces actifs à la population active et celui de la population active à la population totale, qui s'apparente à un taux d'activité de la population totale. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, un taux d'activité supérieur conduit arithmétiquement à un rapport entre actifs de chaque secteur et population totale plus important. Or le taux d'activité de la population totale est nettement plus élevé aux Etats-Unis (51%) qu'en France (44%). Toutefois, même relativement à la population active, l'écart demeure très significatif.

Résultats de la comparaison au niveau détaillé

Une autre question est de savoir si l'écart observé au niveau global se retrouve dans toutes les activités de détail où s'il ne s'observe que pour certaines d'entre elles.

<i>Etats-Unis</i>	<i>France</i>
<i>Food Stores (SIC 54) + liquor stores (SIC 592)</i>	<i>Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (NAF 521A -> 521F) Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé (NAF 522) + Boulangeries-pâtisseries (NAF 158C et 158D) et Charcuteries artisanales (NAF 151F)</i>
<i>General merchandise stores (SIC 53)</i>	<i>Commerce de détail en magasin non spécialisé (NAF 521H+521J)</i>
<i>Drug stores & proprietary stores (SIC 591)</i>	<i>Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NAF 523)</i>
<i>Building materials & garden supplies (SIC 52)</i>	<i>Autres commerces de détail en magasin spécialisé (NAF 524)</i>
<i>Apparel and accessory stores (SIC 56)</i>	<i>Commerce de détail de biens d'occasion en magasin (NAF 525)</i>
<i>Furniture and homefurnishing stores (SIC 57)</i>	<i>Commerce de détail hors magasin (NAF 526)</i>
<i>Miscellaneous retail stores (SIC 59 excl. 591 & 592)</i>	
<i>Automotive dealers & service stations</i>	<i>Commerce automobile (NAF 501Z, 503B, 504) et commerce de détail des carburants (NAF 505)</i>

Un exercice de comparaison à un niveau détaillé nécessite au préalable un minimum de regroupement entre les activités, faute de quoi on se noie dans une masse d'information qui nuit à la clarté de l'analyse. De plus, s'agissant d'une comparaison internationale, à la diversité des

<i>Emploi salarié dans le commerce de détail à la fin 1995</i>						
<i>Etats-Unis</i>			<i>France</i>			
<i>niveau en milliers</i>	<i>en % de la pop. totale</i>	<i>en % de la pop. active</i>	<i>niveau en milliers</i>	<i>en % de la pop. totale</i>	<i>en % de la pop. active</i>	
14533,8	5,5	10,9	1724,5	3,0	6,8	
<i>Sources : BLS et UNEDIC</i>						

activités s'ajoutent nécessairement les spécificités propres à chaque pays.

Nous avons par conséquent utilisé les regroupements qui existaient déjà dans chacune des deux nomenclatures et nous les avons aménagés en vue de la comparaison.

La nomenclature utilisée aux Etats-Unis repose à la base sur une classification par fonction de la consommation des ménages. On y trouve bien distingués l'alimentation, l'habillement et l'équipement du foyer, classification d'ailleurs familière aux professionnels de la distribution. En France, la logique est plus complexe. On trouve une première distinction entre le commerce en magasin et le commerce hors magasin (vente par correspondance, à domicile et par automate, marchés). Puis, au sein du commerce en magasin, on trouve une double distinction : entre commerce spécialisé et commerce non spécialisé d'une part, entre commerce alimentaire et commerce non alimentaire d'autre part. Ainsi, alors qu'en nomenclature américaine le commerce de produits alimentaires est regroupé dans le poste «alimentation» quelle que soit la forme de distribution (petit ou grand commerce, spécialisé ou non), en nomenclature française, il faut procéder à un regroupement entre le commerce en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (hypermarchés, supermarchés, magasins populaires, superettes, petits commerces d'alimentation générale), le commerce alimentaire en magasin spécialisé (boulangerie, commerces de fruits et légumes, boucherie etc) et le commerce alimentaire sur événementiels et marchés.

En fait, la classification construite à la base sur la consomma-

tion par fonction ne semble pas très bien adaptée à l'organisation du secteur. La preuve est qu'on retrouve dans les deux nomenclatures une subdivision pour les grands magasins (les «General merchandise stores» où sont classés les «Department stores» dans la nomenclature américaine et le «Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire» où sont classés les grands magasins dans la nomenclature française). Or les grands magasins sont, de par la structure de leur chiffre d'affaires, des commerçants «généralistes». La même logique s'applique d'ailleurs à la vente par correspondance qui est encore majoritairement non spécialisée. La spécialisation comme premier critère de classification semble alors naturellement mieux convenir. La distinction entre commerce spécialisé et commerce non spécialisé a aussi l'avantage de pouvoir classer le secteur du commerce de l'automobile et des stations services qui, dans les deux nomenclatures, est l'objet d'une rubrique isolée.

Mais l'intérêt majeur d'une distinction entre commerce spécialisé et commerce non spécialisé est qu'elle permet, à quelques exceptions près, le partage entre le petit et le grand commerce. Or on peut penser qu'en matière de comportement d'emploi la distinction entre gros et petits est peut-être plus pertinente qu'une distinction par produits ou fonctions de consommation.

Bien entendu le partage entre commerce spécialisé et commerce non spécialisé est trop sommaire pour une comparaison détaillée. C'est pourquoi nous avons repris comme deuxième niveau de classification celle basée sur la consommation par fonction. Pour le com-

merce spécialisé, ce critère de classification existe déjà plus ou moins explicitement dans les deux nomenclatures. Dans le commerce non spécialisé, la seule distinction qui ait réellement encore un sens est entre le commerce à dominante alimentaire et le commerce non alimentaire même si, en pratique, les

seuils fixés par les statisticiens sont discutables. Ainsi, en France tout commerce non spécialisé dont la vente de produits alimentaires est supérieure ou égal à un tiers du chiffre d'affaires est classé dans le commerce alimentaire. Ce qui peut encore se concevoir pour les supermarchés où la ventes de produits

Résultats de la comparaison détaillée
Emploi salarié dans le commerce de détail à la fin 1995

	<i>Etats-Unis</i>			<i>France</i>		
	<i>niveau en milliers</i>	<i>en % de la pop. totale</i>	<i>en % de la pop. active</i>	<i>niveau en milliers</i>	<i>en % de la pop. totale</i>	<i>en % de la pop. active</i>
Total Commerce détail	14533,8	5,5	10,9	1724,5	3,0	6,8
Commerce non spécialisé	6357,1	2,4	4,8	540,6	0,9	2,1
<i>Commerce à prédominance alimentaire</i>	3047,4	1,2	2,3	461,9	0,8	1,8
<i>Commerce non alimentaire</i>	2956,9	1,1	2,2	39,6	0,1	0,2
<i>Grands magasins</i>	2593,4	1,0	1,9	28,9	+0,0	0,1
<i>Autres</i>	363,5	0,2	0,3	10,9	+0,0	+0,0
<i>Vente par correspondance, à domicile et par automate</i>	352,8	0,1	0,3	39,1	0,1	0,2
Commerce spécialisé	8176,7	3,1	6,1	1183,9	2,0	4,6
<i>Commerce alimentaire</i>	528,3	0,2	0,4	241,9	0,4	0,9
<i>Commerce non alimentaire</i>	5440,2	2,1	4,1	667,8	1,1	2,6
<i>Equipement de la personne</i>	1206,8	0,5	0,9	142,9	0,2	0,6
<i>Habillement et accessoires</i>	995,3	0,4	0,7	112,7	0,2	0,4
<i>Chaussures</i>	211,5	0,1	0,2	30,2	0,1	0,1
<i>Equipement du foyer</i>	1855,2	0,7	1,4	200,6	0,3	0,8
<i>Mobilier, ameublement et accessoires de maison</i>	503,1	0,2	0,4	87,2	0,1	0,3
<i>Electroménager, radio, TV, hifi</i>	480,9	0,2	0,4	57,3	0,1	0,2
<i>Droguerie, quincaillerie, bricolage</i>	871,2	0,3	0,7	56,2	0,1	0,2
<i>Pharmacie, parfumerie, cosmétiques</i>	615,6	0,2	0,5	124,6	0,2	0,5
<i>Sports, loisirs, culture</i>	404,5	0,2	0,3	72,5	0,1	0,3
<i>Sports et loisirs</i>	192,4	0,1	0,1	32,5	0,1	0,1
<i>Livres, journaux, papeterie</i>	212,1	0,1	0,2	39,9	0,1	0,2
<i>Autres</i>	1358,1	0,5	1,0	127,3	0,2	0,5
<i>Commerce de l'automobile et stations services</i>	2208,2	0,8	1,7	274,2	0,5	1,1

Sources : BLS et UNEDIC

Emploi salarié avec structure américaine

	<i>en % de la pop. totale</i>	<i>niveau en milliers</i>
Total Commerce détail	5,5	3 210,5
Commerce non spécialisé	2,4	1 404,3
Commerce à prédominance alimentaire	1,2	673,2
Commerce non alimentaire	1,1	653,2
Grands magasins	1,0	572,9
Autres	0,1	80,3
Vente par correspondance, à domicile et par automate	0,1	77,9
Commerce spécialisé	3,1	1 806,2
Commerce alimentaire	0,2	116,7
Commerce non alimentaire	2,1	1 201,7
Equipement de la personne	0,5	266,6
Habillement et accessoires	0,4	219,9
Chaussures	0,1	46,7
Equipement du foyer	0,7	409,8
Mobilier, ameublement et accessoires de maison	0,2	111,1
Electroménager, radio, TV, hifi	0,2	106,2
Droguerie, quincaillerie, bricolage	0,3	192,4
Pharmacie, parfumerie, cosmétiques	0,2	136,0
Sports, loisirs, culture	0,2	89,4
Sports et loisirs	0,1	42,5
Livres, journaux, papeterie	0,1	46,9
Autres	0,5	300,0
Commerce de l'automobile et stations services	0,8	487,8

près homogène. Malgré tout, la présentation souffre d'une insuffisance notable qui concerne le commerce non spécialisé à dominante alimentaire.

En nomenclature américaine, l'ensemble des commerces alimentaires ou à prédominance alimentaire est regroupé dans le poste «Alimentation» et il n'est publié qu'un partage rudimentaire entre les «groceries» (qui correspondent au commerce non spécialisé à dominante alimentaire de la nomenclature française) d'une part et les petits commerces spécialisés d'autre part. Autrement dit, au sein du commerce non spécialisé à prédominance alimentaire, on ne dispose pas de décomposition entre petits, moyens et grands commerces. Pour établir la correspondance, nous avons donc été obligé d'agréger les six postes du commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire de la nomenclature française à savoir les commerces de détail de produits surgelés, les commerces d'alimentation générale et les superettes, les magasins populaires, les supermarchés et les hypermarchés. L'inconvénient étant qu'aux Etats-Unis, les supermarchés réalisent 75% des ventes des «groceries» alors qu'en France ils ne réalisent que 35% des ventes du commerce non spécialisé à dominante alimentaire.

alimentaires représente 75% du chiffre d'affaires, et, a fortiori, pour les superettes, l'est de moins en moins pour la très grande distribution. En effet, dans les hypermarchés, les produits non alimentaires et les services représentent plus de 45 % du chiffre d'affaires.

Dans le commerce spécialisé, il a fallu procéder à de nombreux reclassifications et regroupements pour aboutir à une présentation à peu

D'une manière générale, on retrouve au niveau détaillé le constat que l'on faisait au niveau global. L'emploi est relativement plus important aux Etats-Unis qu'en France.

A première vue, il l'est comparativement plus dans le commerce non spécialisé que dans le commerce spécialisé. En particulier, dans le commerce alimentaire spé-

cialisé, la situation est plus favorable à la France. L'explication tient surtout à l'importance du secteur de la boulangerie-pâtisserie. En effet, les produits de ce secteur sont davantage consommés en France qu'aux Etats-Unis (1,2% de la consommation totale des ménages en France contre 0,8% aux Etats-Unis). De plus, le secteur de la boulangerie-pâtisserie est, au sein du commerce alimentaire, celui qui résiste le mieux à la concurrence du grand commerce alors qu'aux Etats-Unis les produits de la boulangerie-pâtisserie sont majoritairement achetés en petites ou grandes surfaces.

A titre d'exercice, si on appliquait à la population française les rapports actifs employés sur population totale obtenus pour les Etats-Unis, l'emploi salarié dans le commerce en France serait d'environ 3 200 milliers soit 1 475 milliers d'emplois supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

Relativement au chiffre d'affaires, l'emploi est également plus important aux Etats-Unis qu'en France

Jusqu'à présent, nous nous sommes limités, pour la comparaison, à rapporter les effectifs salariés à la population totale et à la population active. Pour affiner l'exercice, on peut envisager de rapprocher les effectifs salariés du chiffre d'affaires ou des ventes et calculer un in-

Indice France/Etats-Unis de chiffre d'affaires par salarié dans le commerce de détail en 1992

	<i>Etats-Unis</i>	<i>France</i>	<i>Indice de chiffre d'affaires par salarié au taux de change courant (1\$= 5,3F)</i>	<i>Indice de chiffre d'affaires par salarié au taux de change PPA (1\$=6,4F)</i>
	<i>Ventes par salarié en milliers \$</i>	<i>Chiffre d'affaires par salarié en milliers FF</i>	<i>(Etats-Unis = 100)</i>	<i>(Etats-Unis = 100)</i>
Total Commerce détail	138	1325	182	151
Commerce non spécialisé	118	1674	267	222
<i>Commerce à prédominance alimentaire</i>	126	1766	265	220
<i>Commerce non alimentaire</i>	102	899	166	138
<i>Vente par correspondance</i>	179	1496	158	131
Commerce spécialisé	153	1187	147	122
<i>Commerce alimentaire</i>	91	820	170	141
<i>Commerce non alimentaire</i>	107	1153	204	169
<i>Equipement de la personne</i>	92	1070	219	182
<i>Equipement du foyer</i>	127	1245	185	154
<i>Pharmacie, parfumerie, cosmétiques</i>	129	1192	174	145
<i>Sports, loisirs, culture</i>	94	1072	216	179
<i>Autres</i>	87	1200	262	217
<i>Commerce de l'automobile et stations services</i>	277	1470	100	83

Sources : US Bureau of the Census, BLS, INSEE et UNEDIC
Calculs : REXECODE

dice de chiffre d'affaires ou de ventes par salarié en retenant l'un des deux pays comme base.

Les données utilisées sont celles de l'année 1992. Elles sont tirées pour les Etats-Unis de l'enquête dans le commerce de détail du bureau du recensement, pour la France des comptes du commerce établis par l'INSEE. Les regroupements sont les mêmes que ceux retenus précédemment. Nous présentons les résultats au taux de change courant et au taux de change égalisant les parités de pouvoir d'achat (dans les comparaisons internationales, on préfère d'ordinaire utiliser le taux de change PPA comme taux de conversion car il a l'avantage d'être indépendant des varia-

tions souvent erratiques sur les marchés des changes).

Il ressort du tableau précédent qu'à l'exception du commerce de l'automobile (y compris les stations services), le chiffre d'affaires par salarié est sensiblement plus fort en France qu'aux Etats-Unis, ou autrement dit le contenu en emploi est plus faible. C'est dans le commerce non spécialisé à prédominance alimentaire que l'écart est le plus important, le rapport étant pratiquement de 1 à 3 au taux de change courant. Au taux de change égalisant les parités de pouvoir d'achat, les écarts sont un peu moins prononcés puisqu'en 1992 la valeur PPA du

dollar contre franc était supérieure d'environ 20% à la valeur de marché.

A titre d'exercice, si pour l'ensemble du commerce de détail on appliquait au chiffre d'affaires français converti en dollar le rapport chiffre d'affaires/salarié américain de 1992, l'emploi salarié serait de $1,82 \times 1\,724,5$, soit 3,1 millions au taux de change courant (résultat très proche de celui obtenu avec la structure de population) et $1,51 \times 1\,724,5$, soit 2,6 millions au taux de change PPA, soit entre 875 et 1 375 milliers d'emplois supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

Bibliographie

Cloarec .N. : *«Formes de vente et conquête de marchés : 25 ans d'évolution»*, INSEE première mars 1996

Cloarec .N. et alii. : *«Le commerce en 1995»*, INSEE Première avril 1996

Gadrey et alii : *«Productivité et service dans le grand commerce alimentaire en France et aux Etats-Unis»* LAST-CLERSE Université Lille 1990

INSEE : *«Les comptes du commerce en 1995»*, INSEE Résultat

Institut du Commerce et de la Consommation : *«Le commerce aujourd'hui»*, décembre 1994

OCDE : *«Statistiques de la population active 1974-1994»*, Edition 1996

Tordjman .A. : *«Le commerce de détail américain»*, Les éditions Organisation 1988

UNEDIC : *«Statistiques des établissements affiliés et des salariés au 31 décembre 1995»* Bulletin de liaison n° 142 (4ème trimestre 1996)

US Département of Commerce et Bureau of Census : *«Statistical Abstract of the United States»*, 1996

revue de Rexecode

n° 58
1er trimestre 1998

Rexecode
Centre de Recherches pour l'Expansion de l'Economie
et le Développement des Entreprises

**un centre d'études économiques indépendant
ouvert aux entreprises.**

Créé en 1957, Rexecode est la première association française de recherches et d'études économiques privée et indépendante tournée vers l'entreprise. Rexecode est ouvert à toute entreprise ou organisation professionnelle soucieuse d'être directement et immédiatement informée des changements économiques en cours dès lors qu'elle adhère à ses statuts. Rexecode compte aujourd'hui environ une centaine d'adhérents parmi les tous premiers groupes industriels ou financiers français.

**Une veille conjoncturelle permanente
pour les adhérents.**

Rexecode assure pour ses adhérents une veille conjoncturelle permanente grâce à des données mises à jour et vérifiées quotidiennement, à des analyses régulières de la conjoncture et à une exploration des tendances probables de l'économie française et internationale. Les analyses des économistes de Rexecode font l'objet de documents écrits, adressés aux seuls adhérents à des fréquences hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles ou annuelles. Elles sont régulièrement présentées et discutées au cours de réunions de travail qui permettent un échange avec l'équipe de Rexecode mais aussi entre les adhérents. Rexecode fonctionne comme le « service économique intégré » de chaque adhérent et peut, à tout moment, lui apporter une aide directe et répondre à ses questions.

**Un regard d'entreprise
sur la politique économique de la nation.**

Outre ses travaux d'analyse conjoncturelle, Rexecode est consulté en tant qu'expert au sein d'instances telles que le Groupe Technique de la Commission des Comptes de la Nation, les Commissions du Plan, la Commission Economique du CNPF. Il intervient de la même manière auprès des pouvoirs publics et des commissions des assemblées parlementaires pour leur apporter une vision d'entreprise sur la politique économique. Il publie chaque trimestre certains de ses travaux dans la Revue de Rexecode.

